

prêt de nos institutions, qu'une dette publique existe un jour de plus si le trésor a les moyens de l'acquiescer.

Nous devons adhérer à la sage politique développée par le président Washington, en évitant l'accumulation de la dette, non seulement en évitant des occasions de dépenses, mais en faisant des efforts énergiques en temps de paix pour acquiescer les dettes que des guerres inévitables ont rendues nécessaires, sans pas faire peser par conséquent sur l'avenir un fardeau que nous ne devons supporter nous-mêmes.

À l'ouverture de l'administration actuelle la dette publique s'élevait à 788,799 doll. 62 c. Par suite de la guerre avec le Mexique, elle a été nécessairement augmentée et s'élève aujourd'hui à 65,778,450 doll. Elle comprend les valeurs en portefeuille et les bons du trésor qui ont été encore mis en circulation aux termes de la loi du 28 janvier 1847, ainsi que l'emprunt de seize millions négocié dernièrement en vertu de la loi du 31 mars 1848.

Je ne saurais assez fortement recommander au congrès combien il est important d'économiser toutes nos ressources nationales, de limiter nos dépenses publiques aux objets les plus nécessaires, et d'appliquer toujours le surplus du trésor au rachat de la dette. Je recommande que le gouvernement exécute soit autorisé par la loi, et investi du pouvoir nécessaire pour anticiper la période fixée pour le remboursement, pour la portion de la dette qui n'est pas encore remboursable, et de l'acheter soit au pair, soit avec une prime d'après le cours de la bourse, et cela pour tous les cas, où ce pouvoir n'a pas encore été octroyé. Le gouvernement a obtenu une prime sur la plus grande partie de ses emprunts; et dans le cas où le gouvernement deviendrait acquiescent de ses propres fonds, si ces fonds valent à la bourse plus que le pair, il s'en servirait pour payer cette prime plutôt que de payer les intérêts à chaque semestre.

MOUVEMENT COMMERCIAL DE LA FRANCE.

Nous avons publié dans notre numéro d'hier, le tableau comparatif des marchandises importées pendant le premier semestre de l'année actuelle, et pendant le semestre correspondant de l'année précédente en France; ces chiffres inspirent de tristes réflexions, dit le *Constitutionnel*; ils peuvent servir à mesurer, jusqu'à un certain point les souffrances qu'a éprouvées l'industrie française dans ces derniers temps.

Le produit des droits de douanes est descendu de 65 millions, pendant les six premiers mois de l'année 1847, qui fut elle-même une année de crise, à 38 millions seulement. Pendant le mois de juin en particulier, il est tombé de 11 millions à 5,890,000 francs. Remarquons que ce dernier mois est celui où éclata cette insurrection éphémère, qui eut pour effet de paralyser complètement les transactions pendant une dizaine de jours.

Les industries textiles sont celles qui ont le plus souffert. L'industrie du coton n'a employé, pendant le semestre, que 182,000 quintaux métriques, au lieu de 220,000; la réduction a été encore plus considérable pendant le mois de juin, où elle n'en a employé que 24,000 quintaux au lieu de 50,000, ou moins de moitié. La consommation des manufactures en laines étrangères, a baissé de 57,000 quintaux à 34,000 pendant le semestre; elle s'est relevée pendant le mois de juin; elle a pris 10,000 quintaux, tandis qu'elle n'en avait absorbé que 8,000 pendant le mois correspondant de l'année dernière. La fabrication des soieries n'a importé, pendant le semestre, que 1,664 quintaux de soies grêges, au lieu de 3,842; et que 1,379 quintaux de soies moulinées au lieu de 2,324; la diminution, pour les soies comme pour les cotons, a été plus forte: pendant le mois de juin l'importation des soies grêges a baissé de 752 quintaux à 140, ou des cinq-sixièmes, et celle des soies moulinées, de 470 à 144, ou des deux tiers.

La réduction dans les matières textiles en a entraîné une autre dans les matières employées pour l'apprêt ou l'impression des tissus; les introductions d'indigo ont diminué d'un quart pendant le semestre; les huiles d'olive, dont la majeure partie est consommée dans les fabriques de savon; sont tombées de 156,000 quintaux à 70,000; il est bon de faire observer qu'il n'y a pas de diminution sur les graines oléagineuses, quoique les anti-protectionnistes eussent présenté les droits adoptés il y a trois ans, comme prohibitifs.

Parmi les substances minérales, nous trouvons que l'importation de la houille a décliné de 10 millions de quintaux à 7 millions; celle de la fonte est descendue de 512,000 quintaux à 207,000 pendant le mois de juin, de 97,000 à 31,000, soit au tiers; celle du fer n'a baissé que de 20,000 quintaux au lieu de 40,000; celle du plomb, de 61,000 au lieu de 72,000; enfin l'importation de zinc, qui avait été de 65,000 quintaux, n'a plus été que de 31,000, et le mois de juin n'a même vu tomber de 19,000 à 1,900, c'est-à-dire au dixième seulement.

On peut juger de la situation des industries de luxe par ce fait que la fabrication d'ébénisterie n'a acheté, pendant le semestre, que 600 quintaux d'acajou au lieu de 23,000, et pendant le mois de juin, que 38 quintaux au lieu de 3,464.

Outre les matières premières nécessaires aux manufactures, il n'est importé en quantités considérables que les denrées coloniales; l'introduction des sucres des colonies françaises a décliné de 433,000 à 200,000; c'est une diminution de plus de moitié, diminution qui n'a pas profité aux sucres indigènes. La France n'a acheté, que 68,000 quintaux de café au lieu de 90,000, et que 6,000 quintaux de cacao au lieu de 11,000; toutes ces consommations sont devenues, en quelque sorte, des consommations de luxe.

Si nous jetons maintenant un coup d'œil sur les exportations, nous voyons qu'elles présentent une décroissance moins considérable que les importations. Ainsi, d'abord, en fait de produits naturels, les expéditions de vins n'ont pas sensiblement diminué, et celles des eaux-de-vie sont montées de 94,000 à 134,000 hectolitres, ou de plus d'un tiers; les exportations de garances sont aussi en augmentation. Quant aux produits manufacturés, les envois au-dehors ont diminué, cette diminution n'est cependant pas en proportion de celle qui a eu lieu sur les importations de matières premières, ce qui prouve que c'est surtout la consommation intérieure qui a fait défaut. L'application des primes, en permettant de vider les magasins, ne peut manquer d'avoir une influence favorable sur la reprise

du travail qui entrainera à son tour la reprise de la consommation.

On comprend que la décroissance qui a eu lieu dans le mouvement commercial, doit s'étendre également au mouvement maritime; la navigation de la France avec l'étranger et les colonies, entrées et sorties comprises, n'a été pendant le semestre que de 1,557,000 tonneaux au lieu de 2,173,000, mais il faut tenir compte aussi du mouvement exceptionnel que les importations extraordinaires de céréales avaient occasionné l'année dernière.

PRINCIPALES DANUBIENNES.

CRONSTADT, 14 JUILLET. — Un courrier expédié de Bucharest, par l'ex-ministre Chiusco au prince Bibesco, est arrivé hier porteur des nouvelles suivantes:

Aussitôt que le gouvernement provisoire eut connaissance de l'arrivée des Russes à Fockchan, il s'adressa à la milice pour savoir si elle était décidée à se défendre contre les troupes russes. La milice répondit qu'elle ne connaissait que ses chefs directs, et que puisque ceux-ci l'avaient presque tous abandonnée, elle se tiendrait dans les bornes d'une stricte neutralité. Alors le gouvernement se tourna vers la garde nationale, qui se plaignait qu'on lui faisait négliger ses affaires, et qu'on lui occasionnait une foule de dépenses, sans obtenir ni paie ni indemnité. Dans tous les cas, elle déclara qu'elle ne se battrait pas contre les Russes. Peu de temps après, toute la garde nationale se serait dissoute, comme par enchantement, après avoir déposé ses armes dans les divers postes de la garde.

Le gouvernement provisoire jugeant dès lors la partie irrévocablement perdue, se résolut à quitter la ville avec les principaux ministres et le plus grand nombre d'individus un peu compromis dans le mouvement révolutionnaire de Bucharest. On assure qu'une avant-garde de Cosaques a fait son entrée à Bucharest avant-hier 12 juillet.

En attendant, les membres de l'ancien ministère qui se trouvaient encore en Valachie ont repris leurs fonctions, et ils demandent au prince, avec la population de Bucharest, de vouloir bien reprendre le timon des affaires. Les boyards et propriétaires, ainsi que la masse de la population, sont enchantés de la venue des Russes, qu'ils considèrent comme le remède aux maux du pays. Le colonel Odobesco est ministre de la guerre, et le colonel Salomon s'est sauvé à l'étranger.

On a maintenant de nouveaux détails sur la tentative d'assassinat dirigée contre le prince. Il paraît d'abord que Kretsolesko, Peretz et Gradichiano ont seuls tiré sur le prince, que Paléologue faisait seulement l'office de cocher; qu'ils se sont servis de petites carabines suisses et non de pistolets.

Ces jeunes gens que le remords et la réprobation générale poursuivent aujourd'hui, prétendent qu'ils ont été entraînés à cet acte coupable par Nicolas Goleco, ministre de l'intérieur sous le gouvernement provisoire. Ils disent que ce personnage, qui n'agissait que dans les intérêts de l'ex-prince Ghira, leur aurait persuadé que le prince Bibesco étant le seul obstacle à la réalisation des réformes, il fallait s'en débarrasser à tout prix, fût-ce par l'assassinat. D'après cette nouvelle version, Nicolas Goleco serait le seul vrai coupable, étant l'organisateur du complot, tandis que les jeunes gens devraient être considérés plutôt comme des instruments dangereux, il est vrai, mais aveugles.

On rapporte comme positif que le pacha turc, envoyé par la Porte en qualité de commissaire, pour s'entendre avec le général russe sur les mesures à prendre en Moldavie ainsi qu'en Valachie, s'était laissé gagner à la cause du mouvement. On va jusqu'à dire qu'il avait écrit des lettres exposées par la voix des jeunes roumains, il avait été tellement attendri que de grosses larmes lui coulaient le long des joues, mais ce pauvre pacha n'aurait pas tardé à se repentir de sa sensibilité, car, aussitôt que la Porte otomane eut vent de la chose, elle envoya à Jassy, où il s'était rendu en quittant la Valachie, l'ordre de le ramener bien et doucement garotté à Constantinople pour lui apprendre à ne pas se laisser séduire par les idées révolutionnaires.

On prétend encore que le pacha turc, qui espérait exploiter la révolution à son profit, a dépensé, dans cette échauffourée, en pure perte, environ 15,000 ducats, sans compter l'argent répandu à pleines mains par les Cantacuzènes et autres prétendants.

La milice nationale valaque tout entière n'a pas voulu reconnaître le gouvernement provisoire. Le colonel Vladiano s'est retranché dans un monastère de la petite Valachie, à la tête de trois compagnies fidèles, disant qu'il ne reconnaissait pour chef que le prince à qui il avait prêté serment de fidélité.

Les soldats de la garnison de Giurgess ont protégé avec beaucoup d'énergie et de fermeté le départ de M. Villara, ex-ministre de l'intérieur à qui les habitants s'apprétaient à faire un mauvais parti. Ils (étaient sept à huit hommes du peuple dans cette collision; puis se retirèrent dans leur caserne. Là, les habitants les poursuivirent, en les menaçant d'y mettre le feu s'ils ne se rendaient. Mais les soldats ayant déclaré qu'ils étaient décidés à brûler jusqu'à leur dernière cartouche plutôt que de se rendre, les assaillants se retirèrent.

Maintenant que les conservateurs valaques, réfugiés à Cronstadt s'appressent à retourner à Bucharest, c'est au tour des révolutionnaires à venir prendre leur place. Il en arrive en grand nombre depuis hier. C'est vraiment un chassé-croisé très-amusant pour un observateur désintéressé.

Le prince Bibesco est toujours ici. Il ne paraît pas bien pressé de se rendre à l'appel de la population. Comme on le voit les événements se sont chargés de confirmer de point en point toutes les prévisions.

Maintenant que, comme il était facile de le prévoir, les Russes occupent la Valachie, le parti du mouvement lui-même doit se repentir d'avoir attiré par une tentative aveugle, l'invasion étrangère, dans la patrie compromise. Heureusement que tout porte à croire que les Russes se hâteront d'établir l'ordre en Valachie. Ce qui semble d'un augure favorable, c'est que le chef de cette expédition militaire est, dit-on, précisément le général Bissouloff, auquel la Valachie est redevable de la réorganisation qui a suivi la campagne de 1828. Depuis cette époque, il a laissé en Valachie les plus honorables souvenirs.

NOUVELLES IMPORTANTES D'ALLEMAGNE.

Nous recevons aujourd'hui des nouvelles fort importantes de l'Allemagne. Le *Moniteur de Prusse* d'hier annonce, dans sa partie officielle, que les négociations entamées pour la conclusion d'un armistice entre les généraux des troupes allemandes et danoises dans le duché de Schleswig, n'ayant conduit à aucun résultat, ont été rompues le 24 juillet, et que la suspension des hostilités a cessé.

Le gouvernement prussien en donne connaissance aux armateurs et au commerce.

Une correspondance de Berlin, du 26 juillet, contient à ce sujet les détails suivants:

« Il y a quelques jours qu'on a envoyé de nouvelles instructions au général Wrangel, et on apprend aujourd'hui qu'il se refuse définitivement à signer l'armistice. L'envoyé danois a quitté Kolding; et toutes les négociations ont été rompues. »

On est fort curieux de savoir quelle sera l'attitude que prendront la Russie et la Suède; car il est plus que probable, d'après la correspondance de Berlin, que les troupes allemandes entreront de nouveau dans le Jutland.

FRANCKFORT, 27 JUILLET. — Dans la 401^e séance du parlement allemand, l'assemblée a procédé au vote.

La proposition de M. Ruge, tendant à déclarer nulle et non avenue l'incorporation de plusieurs districts du grand-duché de Posen dans la confédération germanique et à convoquer un congrès européen pour rétablir la Pologne, a été rejetée.

La proposition de M. Blum, et de ses partisans, tendant à ce que l'assemblée décrète que le pouvoir central soit invité à envoyer des commissaires à Posen pour faire des enquêtes sur l'état des choses, et que sur la base de cette enquête il soit présenté un nouveau rapport, a été également repoussée par 333 voix contre 139.

Le premier point des conclusions de la commission portant que l'assemblée reconnaît de nouveau dans les conjonctures présentes l'incorporation dans la confédération germanique des parties du grand-duché de Posen qui y ont été incorporées sur la proposition du gouvernement prussien, par les résolutions unanimes de la diète germanique du 22 avril et 2 mai, qu'en conséquence elle admet à siéger définitivement dans son sein les 12 députés choisis dans les parties du grand-duché incorporées à l'Allemagne et admis provisoirement en vertu de leurs pleins-pouvoirs, a été adopté par 342 voix contre 31.

Le deuxième a été adopté avec l'amendement de M. Giskra. En voici maintenant la teneur:

L'assemblée reconnaît provisoirement la ligne de démarcation préalable fixée le 4 juin par le commissaire prussien, général de Plüch, entre la partie gallicienne et la partie allemande, tout en se réservant de prendre une résolution définitive sur la ligne de démarcation à tirer entre les deux parties d'après le résultat d'une enquête ultérieure, à laquelle il sera procédé de la part du pouvoir central.

La motion de prince Lichnowsky, tendant à passer simplement à l'ordre du jour l'article 3, est rejetée; en revanche l'assemblée adopte la motion du même député tendant à exprimer le ferme espoir que le gouvernement prussien garantisse dans toutes les circonstances la nationalité des Allemands établis dans la partie polonaise du grand-duché.

On passe ensuite au vote sur la motion de M. Schaffrath, tendant à déclarer que le partage de la Pologne est une horrible injustice, et que l'assemblée nationale reconnaît au peuple allemand le devoir sacré de combattre jusqu'à la dernière goutte de sang pour la Pologne indépendante. Il s'engage au vote de la motion de savoir si les deux parties de la motion seront mises aux voix séparément. On décide qu'il sera voté sur les deux parties à la fois. La motion a été rejetée par 331 voix contre 101; 26 membres se sont abstenus.

VIENNE, 23 JUILLET. — Le ban de Croatie a été invité par l'archiduc Jean à se trouver à Vienne d'ici au 26, l'archiduc devant partir pour Francfort le 27 ou le 28. Le premier ministre hongrois, Batthyany, est également attendu pour conférer sur la question hongro-croate. Au reste, on regarde comme douteux que le ban se rende à l'invitation qui lui a été adressée.

Suivant les nouvelles d'Innsbruck du 19, l'empereur avait l'intention de quitter cette ville, le 24 ou le 25, pour arriver à Vienne le 27 ou le 28. (*Börsenh.*)

La seconde chambre des États de Bade, dans sa séance du 24, a adopté une motion exprimant le vœu que le gouvernement rappelle ses agents diplomatiques près des cours étrangères, le droit de représenter l'Allemagne à l'étranger appartenant exclusivement au pouvoir central de Francfort.

LE PARLEMENT ALLEMAND.

La composition de cette assemblée, l'une des plus importantes assurément qui aient jamais été appelées à régler les destinées de l'Allemagne, est digne de toute l'attention que nous lui consacrons. L'article ci-après du *Journal des Débats*. La physionomie du parlement germanique y est très-bien retracée:

« Tandis que la France, en proie aux crises les plus douloureuses, s'efforce de constituer chez elle un gouvernement républicain, des peuples voisins, réunis seulement jusque-là par les liens assez faibles d'une confédération, essaient de fonder leur unité définitive, tentent de rassembler les éléments divers de leurs nationalités si longtemps faibles à armer les uns contre les autres au gré de passions entretenues dans leur sein par la politique des cabinets étrangers. Cette œuvre éminemment patriotique pour les Allemands, et que tous les véritables amis de la civilisation doivent aider de leurs vœux, se poursuit depuis tantôt deux ans dans le sein du parlement de Francfort, avec un esprit de suite et de modération qui fait honneur à cette assemblée. Rien n'a pu la détourner de sa route, ni la gravité des événements accomplis en d'autres pays, ni la guerre du Schleswig-Holstein, ni celle d'Italie, ni le contre-coup des batailles livrées dans les rues de Vienne ou de Berlin.

« Dès le 18 mai, le parlement allemand a déjà tenu plus de quarante séances; il a formé tous les Etats particuliers, y compris la Prusse et l'Autriche, à reconnaître sa suprématie; il a virtuellement établi le droit privé de l'Allemagne; il a dit son avis sur les affaires de politique internationale, sur le congrès de Vienne; il a élu à une immense majorité (148 voix sur 148 votants) un lieutenant-général de l'empire allemand qui, saisi par les cris unanimes des populations, a été conféré à ce personnage son choix des pouvoirs qui lui donnent autorité sur les chefs des plus puissantes monarchies de l'Autriche et de la Prusse; aujourd'hui enfin organise les instruments et les rouages de ce grand et nouveau pouvoir créé. A coup sûr, c'est beaucoup déjà; mais ce qui vaut mieux peut-être, c'est que tout cela s'est accompli dans le calme, sans discussions longues et vives, sans jactances orageuses, sans agitation, tout le peuple allemand et presque toujours d'accord avec les gouvernements particuliers, avec les princes et les rois, et sans que l'on ait vu un seul roi, Ernest de Hanovre, pour faire entendre une parole et timide menace de protestation. Les autres ont suivi l'élan général de la nation ou bien se sont renfermés dans le silence le plus absolu.

« De tout cela, il résulte que cette assemblée, dans l'ordre de son organisation n'aurait pu fonctionner, l'existence sans être exposé à passer pour un rêveur? D'où vient tant de crédit à ce parlement qui, sans être ni territoire à lui, sans armée, sans finances, sans gouvernement, sans commandement des forces militaires, sans puissance? Uniquement, et c'est un trait de notre époque qui doit être sa gloire dans l'avenir, uniquement la force de l'opinion publique qui lui donna un jour naissance en dépit de toutes les voies régulières et constitutionnelles, qui l'enfantait tout à coup comme un produit spontané de la situation, et, il faut le dire, l'enfant de tout ce qui porte le nom allemand, l'enfant sans révolutions, sans lés, sans déchirements, sans douleurs.

« On se rappelle que, dans une réunion assez peu nombreuse de députés allemands, tenue vers les premiers jours du mois de mars dernier à Heidelberg pour délibérer sur la position que la révolution française avait faite à l'Allemagne, un libraire de Mannheim, M. Bassermann, fut tout à coup proposé de convoquer à Francfort, à côté de la diète germanique, une assemblée nationale et constituante, aux travaux de laquelle seraient appelés à prendre part tous les membres des chambres de tous les Etats allemands, tous les hommes à qui leurs travaux habituels, leurs services dans leur pays, pouvaient donner, comme de droit, sans qu'il y eût besoin d'une sanction, l'autorité nécessaire pour décider de l'avenir de la patrie.

« On sait encore que la proposition ayant été accueillie avec enthousiasme et propagée par la presse, trois cents personnes environ se réunirent à la fin du mois à Francfort sous la présidence de M. Bassermann, président de la chambre des députés de Bade; qu'au lieu de se réunir tout à coup en assemblée souveraine, ou Convention, elle se constitua

